

Table des matières

Introduction.....	5
Liste des abréviations.....	7
Relevé des principales lois récentes du Grand-Duché de Luxembourg.....	11

A

ABANDON DE FAMILLE.....	16
ABUS DE BIEN SOCIAUX – (VOIR INFRACTIONS CLANDESTINES).....	16
ABUS DE CONFIANCE.....	17
1. Prescription	18
2. Droits immobiliers.....	18
ABUS DE DROIT	18
ABUS DES DROITS PROCESSUELS.....	19
ABUS DE FONCTION – (VOIR : INGÉRENCE, DÉLIT)	20
ACCÈS AU DOSSIER – (VOIR : DROIT DE LA DÉFENSE).....	20
ACCIDENT DE TRAVAIL	20
1. Recours contre entrepreneur (article 115 du Code des assurances luxembourgeois)	21
2. Ivresse – Faute intentionnelle	21
3. Accident de trajet (article 92.2. du C.A.S.).....	22
4. Maladie professionnelle.....	22
ACQUIESCEMENT.....	23
1. Acquiescement ne se présume pas.....	23
2. Acquiescement à un jugement interlocutoire	23

3. Acquiescement à un jugement ayant ordonné une expertise – Assistance à l'expertise sans réserve.....	23
4. Acquiescement – Droit du travail – Contrat judiciaire.....	24
5. Acquiescement tacite	24
ACTE AUTHENTIQUE (FOI DUE À L'ACTE – ARTICLE 1319 DU CODE CIVIL)....	25
ACTE DE COMMERCE.....	26
ACTE DE NAISSANCE	26
ACTION CIVILE.....	27
1. Définition	27
2. <i>Una via electa</i>	28
ACTION DE <i>IN REM VERSO</i>	28
ACTION DIRECTE (VOIR ASSURANCE).....	30
ACTION EN JUSTICE	30
1. Intérêt à agir	30
2. Abus	30
3. « Le criminel tient le civil en état »	31
4. La règle ne s'applique pas aux jugements provisoires	33
5. La règle ne s'applique pas à la procédure des référés.....	33
ACTION EN PARTAGE – (VOIR PARTAGE)	34
ACTION EN RÉDUCTION – (VOIR PARTAGE D'ASCENDANT)	34
ACTION EN RESCISION – (VOIR PARTAGE D'ASCENDANT)	34
ACTION OBLIQUE	34
ACTION PAULIENNE	35
ACTIONS POSSESSOIRES	37
ACQUIS – DROITS ACQUIS EN DROIT ADMINISTRATIF (VOIR DROIT ADMINISTRATIF).....	41
ADAGE.....	41
ADMINISTRATIF (DROIT).....	41
1. Acte administratif	42
2. Acte administratif à caractère réglementaire (recours).....	42
3. Acte réglementaire : la légalité.....	43
4. Motivation d'un règlement grand-ducal : non	44
5. Droits acquis.....	44
6. Recours en annulation.....	45

7. Décision discrétionnaire du Ministre – Contrôle administratif	46
8. Le juge de la légalité	47
9. La mission du juge de la légalité	47
10. Détournement de pouvoir	47
11. Portée de l’annulation	48
12. Sursis à exécution d’une décision administrative	48
13. Principes généraux du droit en droit administratif	49
a) <i>Principe du contradictoire – accès au dossier administratif</i>	<i>49</i>
b) <i>Principe de la proportionnalité</i>	<i>50</i>
c) <i>Principe de la non-rétroactivité des actes administratifs ...</i>	<i>50</i>
d) <i>Décision de refus</i>	<i>50</i>
14. Plan d’aménagement	51
15. Étrangers	51
16. Compétence des juridictions judiciaires pour toiser la légalité d’un acte administratif à caractère individuel	52
17. Décision administrative – communication des éléments de fait et de droit à la partie concernée	53
18. Fonctionnaires	54
ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ – (VOIR DROIT DU TRAVAIL ET SOCIÉTÉ)	54
ADOPTION	54
1. Adoption plénière	54
2. Adoption simple (hypothèse rare)	55
3. Non reconnaissance d’une adoption étrangère	56
AGENT COMMERCIAL (NOTION – ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES – LOI DU 3 JUIN 1994)	56
Compétence judiciaire	57
AGENT IMMOBILIER	58
Contrat d’entreprise	58
1. Contrat d’agent immobilier – Qualification du contrat – Contrat d’entreprise (oui) – Contrat d’option de vente (non)....	58
2. Responsabilité de l’agent immobilier – Obligation de conseil découlant de la qualité de professionnel des transactions immobilières	59

3. Contrat conclu avec un agent immobilier – Dommages et intérêts	59
ALCOOLÉMIE – AMENDES	60
Législation routière au Luxembourg.....	60
ALÉA.....	61
ANESTHÉSISTE – (VOIR MÉDECIN).....	61
ANNULATION – RECOURS EN ANNULATION (VOIR DROIT ADMINISTRATIF)...	61
APPARENCE	61
Mandat.....	61
APPEL.....	62
1. Objet et exposé sommaire des moyens.....	62
2. Nature de la nullité	62
3. Nul ne se forclos soi-même	62
4. Signification	63
5. Intérêt.....	63
6. Jugement avant dire droit – dispositif.....	63
7. Jugement mixte	64
8. Indivisibilité.....	64
9. Jugement directement appellable	64
APPRÉCIATION SOUVERAINE.....	65
ARBITRAGE	65
Convention d'arbitrage	65
ARCHITECTE (L')	66
1. Contrat	66
2. Obligation de résultat.....	66
3. Obligations de conseil.....	68
4. Rôle de l'architecte dans la réception de l'ouvrage	68
5. Honoraires	69
6. Résiliation du contrat.....	69
7. Responsabilité <i>in solidum</i>	69
ARMES.....	70
ARRESTATION ARBITRAIRE.....	70

ARRESTATION À L'AUDIENCE	71
ARRÊTÉ DE COMPTE	71
ASILE	71
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE – (VOIR SOCIÉTÉ)	72
ASSISTANCE SOCIALE	72
ASSOCIATION DE MALFAITEURS	72
ASSURANCE (LOI DU 27 JUILLET 1997 SUR LE CONTRAT D'ASSURANCE)	73
1. Nature du contrat	74
2. Assurance – Prescription de 3 ans.....	74
3. Réticence	75
4. Assurance à caractère forfaitaire.....	75
5. Obligation de mise en garde.....	75
6. Transaction	76
7. Assurance-vol.....	76
8. Assurance de choses – Assurance contre le vol – Charge de la preuve du vol – Nécessité d'indices constituant des présomptions graves, précises et concordantes	76
9. Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs	77
10. Action directe (article 89 de la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance)	77
11. Assurance de responsabilité civile	78
ASTREINTE	78
Possibilité de remise en cause dans les seuls cas de faillite ou de décès du débiteur de l'astreinte.....	80
ATTEINTE À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE – (VOIR PRÉJUDICE)	81
ATTENTAT À LA PUDEUR	81
ATTESTATION FAUSSE – (VOIR QUALIFICATIONS)	82
AUDIT FINANCIER	82
1. Définition de l'ordre des experts-comptables	82
2. Définition du groupement ATH	83
3. Caractéristiques communes.....	83

AUTORISATION DE SÉJOUR – (VOIR ADMINISTRATION)	83
AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE – (VOIR JUGEMENT SUB. 3)	83
1. <i>Res Judicata Pro Veritate Habetur</i>	83
2. L'autorité de la chose jugée ne peut être opposée lorsque les événements postérieurs sont venus modifier la situation antérieurement reconnue en justice.....	84
3. La chose jugée suppose la triple identité de parties, d'objet et de cause.....	84
4. La chose jugée est une qualité acquise qui ne peut être remise en question.....	84
5. Toute décision juridictionnelle acquiert autorité de chose jugée le jour de son prononcé	84
6. Autorité de la chose jugée au pénal sur le civil	84
7. Le rejet global de toutes autres demandes.....	85
8. Autorité de la chose jugée d'une décision étrangère.....	85
9. Effets.....	86
10. Effets à l'égard d'un tiers.....	86
AUTORITÉ PARENTALE	87
1. Définition	87
a) <i>Autorité parentale conjointe – Définition et conditions..</i>	87
2. L'Arrêt de la Cour constitutionnelle du 12 décembre 2008	88
a) <i>Questions préjudicielles, 302 alinéa 1^{er} et 378 alinéa 1^{er} du Code civil</i>	88
b) <i>Arrêt</i>	88
3. Jouissance légale des biens de l'enfant.....	91
AUTORITÉ PARENTALE – LOI DU 27 JUIN 2018 – (VOIR DIVORCE)	92
AVANTAGES MATRIMONIAUX – (VOIR COMMUNAUTÉ)	97
AVERTISSEMENT – (VOIR TRAVAIL)	97
AVEU	97
1. Définition	97
2. Modalités	98
3. Force probante de l'aveu en matière pénale.....	99
a) <i>Principe</i>	99
b) <i>Application jurisprudentielle</i>	99

4. Appréciation souveraine des juges du fond	100
AVOCATS (LA LOI DU 10 AOÛT 1991)	100
1. Code de déontologie avocats	100
2. Mandat	101
3. Responsabilité professionnelle – Avocat – Devoir de conseil – Étendue	102
4. Responsabilité civile	103
5. Honoraires (Frais d’avocat, principe de la répétibilité)	103
6. Secret professionnel	104
7. Les avocats et la prévention du blanchiment : directive 4 décembre 2001	104
8. Devoir de conseil	104
9. Le devoir de compétence	105
10. Droit de rétention	105
11. Confidentialité	106
12. Honoraires	110
AVORTEMENT (LOI DU 25 NOVEMBRE 1978 – ARTICLE 353 DE LA LOI DU 15 NOVEMBRE 1978)	112

B

BAIL (Le)	116
1. Généralités	116
a) Définition	116
b) Preuve d’un bail civil	116
c) Preuve d’un bail commercial	117
d) Chose d’autrui	117
e) Prix	117
f) Modalités de résiliation	117
g) Obligation d’exploiter – résiliation	117
h) Tacite reconduction	117
i) L’obligation de fournir une jouissance paisible	118
j) Le vice de la chose	119
k) Vice d’un tiers ou cause étrangère	120
l) Champ d’application de l’article 1733 du Code civil	120
m) Fin du bail	121

n) Contrat de location	121
o) Indemnité de relocation.....	122
2. La loi du 21 septembre 2006	122
a) Application	122
b) Exclusion.....	123
c) Dérogation partielle pour les logements avec confort moderne-non- standard	123
d) Forme	123
e) Ordre public	123
f) Fixation du loyer – garanties locatives – Charges.....	123
g) Réévaluation	124
h) Logement avec confort moderne – non standard (article 6)	125
i) Durée du bail	125
j) Délai – Usage des lieux.....	125
k) Cessation – Prorogation – Trois cas qui interrompent la prorogation.....	125
l) Délai de résiliation dans les trois cas ci-dessus	125
m) Forme et contenu de la lettre de résiliation	126
n) Prorogation de délai : Article 12.3	126
o) Logement de service	126
p) Indemnité pour déguerpissement abusif – Dommages et intérêts.....	126
q) Droit de préemption (après dix-huit ans de bail)	126
r) Sursis ordinaire – Formalités	127
s) Sursis commercial – Article 31-2	127
t) Hébergement des proches.....	128
3. Verbal	128
a) Preuve si pas un début d'exécution	128
b) Preuve si début d'exécution.....	128
4. Exécution.....	128
5. Bail commercial.....	129
a) Destination (art. 1762-3).....	129
b) Durée (applicable sauf pour les taux de courte durée) (art. 1762-4)	129
c) Garantie bancaire et supplément de loyer (art. 1762-5)... ..	129
d) Cession – sous-location (art. 1762-6)	129

e) <i>Résiliation – Reconduction tacite (art. 1762-7)</i>	130
f) <i>Décès du preneur commerçant (art. 1762-8)</i>	130
g) <i>Sursis de 9 mois (art. 1762-9)</i>	130
h) <i>Renouvellement (art. 1762-10)</i>	131
i) <i>Inexécution des obligations (art. 1762-11)</i>	131
j) <i>Indemnité d'éviction (art. 1762-12)</i>	131
k) <i>Droit de préemption – 18 ans (art. 1762-13)</i>	132
BANQUE	132
1. Règles de conduite	132
2. Devoir de non-immixtion	132
3. Devoir de mise en garde	133
4. Le secret bancaire	139
5. Gestion de fortune : obligation de moyens	144
6. Gestion de portefeuille : obligation de résultat	145
7. Divers	150
a) <i>Crédit garantie</i>	150
b) <i>Carte de crédit</i>	150
c) <i>Ordres de virement (responsabilité du banquier)</i>	150
d) <i>Prêt à taux d'intérêt révisable</i>	152
e) <i>Relevé et arrêté de compte</i>	152
f) <i>Dépôt de bourse</i>	152
8. Professionnel du secteur financier	152
9. Principe de la publicité loyale	154
BILAN	154
BLANC-SEING – (VOIR PREUVE)	154
BLANCHIMENT	154
1. Trafic de stupéfiants	154
2. Lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme	155
BLESSURE	155
BONNE FOI	156
BRIS DE SCÉLÉS	157

C

CABINET MÉDICAL – (VOIR MÉDECIN, COMMUNAUTÉ, PATIENT, PATIENTÈLE)	160
CAHIER DES CHARGES (EN DROIT ADMINISTRATIF)	160
1. Acte administratif attaquant	160
2. Acte individuel ou réglementaire – Critère de distinction	160
CAISSE DE CONSIGNATION	160
CALOMNIE – (VOIR DIFFAMATION)	161
CANNABIS MÉDICAL – LA LOI DU 20 JUILLET 2018	161
CARENCE PROCÉDURALE – (VOIR PÉREMPTION D’INSTANCE)	162
CARICATURE – (VOIR PRESSE)	162
CARTE DE CRÉDIT – (VOIR BANQUE)	162
CASCADE (ARTICLE 21 DU NOUVEAU DROIT DE LA PRESSE) – (VOIR PRESSE)	162
CAS FORTUIT – (VOIR GARDE)	162
CASIER JUDICIAIRE – (VOIR PROCUREUR GÉNÉRAL D’ÉTAT)	162
CASSATION (LOI DU 18 FÉVRIER 1881 MODIFIÉE PAR CELLE DU 6 AVRIL 1989)	163
1. Mission de la Cour de cassation	163
2. Voie de recours exceptionnelle	163
3. Finalité du pourvoi	163
4. Limites du contrôle : moyens nouveaux	163
5. Les deux catégories de contrôle	164
6. Domaines qui échappent au contrôle de la Cour de cassation – Matérialité des faits	164
7. Qualification d’un contrat – Contrôle	164
8. Contrôle par la Cour de cassation des principes généraux du droit	164
9. Cas d’ouverture de cassation	165
a) <i>Excès de pouvoir</i>	165
b) <i>Violation de la loi</i>	165
c) <i>Délai</i>	165
d) <i>Principe dispositif</i>	166
e) <i>Cassation – Principe qu’on ne peut exercer qu’un seul recours en cassation contre une décision</i>	166

CAUTION – (VOIR DROIT BANCAIRE)	167
CAUTION – DROIT BANCAIRE	167
CAUTION <i>JUDICATUM SOLVI</i>	168
Fixation – Principe de la proportionnalité	168
CAUTIONNEMENT	169
CEL FRAUDULEUX	170
CERTIFICAT MÉDICAL – (VOIR MÉDECIN, SECRET MÉDICAL)	171
CERTIFICATS MÉDICAUX	171
CHAMBRE CRIMINELLE (ARTICLE 217 ET CODE D’INSTRUCTION CRIMINELLE)	171
CHANCE – (VOIR PRÉJUDICE)	171
CHANTIER (VOIR RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE OU QUASI DÉLICTUELLE)	171
CHIRURGIEN – (VOIR MÉDECIN)	171
CHOSE D’AUTRUI – (VOIR VENTE)	171
CHOSE JUGÉE – (VOIR AUTORITÉ DE CHOSE JUGÉE)	172
CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES	172
CIRCULATION	172
1. Priorité	172
2. Interdiction de conduire	174
3. Délit de fuite	174
4. Mise en circulation	175
CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION	175
CLAUSE DE STYLE	175
Dol et vice	175
CLAUSE PÉNALE	176
Portée	177
CLIENTÈLE D’UN CABINET MÉDICAL – (VOIR MÉDECIN)	178
COMMISSION DE SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER (C.S.S.F.)	178
COMMISSION ROGATOIRE (ARTICLE 52 DU CODE D’INSTRUCTION CRIMINELLE)	180
COMMUNAUTÉ	180
1. Avantages matrimoniaux – Déchéance article 299	180

2. Remploi par anticipation	181
3. Récompense – Preuve	182
4. Ordre public.....	183
5. Reprise.....	183
6. Compte unique et indivisible	184
7. Libéralités faites aux époux.....	185
8. Libéralités faites à l'un des conjoints ou aux deux	185
9. Remboursement de dettes	186
10. Le procès-verbal de difficultés	186
11. Omissions affectant le procès-verbal de difficultés	187
12. Omission d'un bien à partager	188
13. Le partage des biens	188
14. Le partage des immeubles.....	189
a) <i>Le partage en nature</i>	<i>189</i>
b) <i>Propre</i>	<i>191</i>
c) <i>Immeuble non commodément partageable en nature</i>	<i>192</i>
d) <i>Incommodité du partage en nature</i>	<i>192</i>
15. Licitiation.....	193
16. Cahier des charges.....	195
17. Liquidation immeuble	195
18. Le recel de communauté	196
a) <i>Généralités.....</i>	<i>196</i>
b) <i>Éléments constitutifs.....</i>	<i>196</i>
19. La rescision du partage pour lésion.....	198
a) <i>Principe</i>	<i>198</i>
b) <i>Disposition d'ordre public</i>	<i>199</i>
20. Partage transactionnel.....	199
21. Indemnité d'occupation.....	200
a) <i>Prescription.....</i>	<i>200</i>
b) <i>Logement familial.....</i>	<i>201</i>
c) <i>Montant de l'indemnité d'occupation</i>	<i>202</i>
22. Impôts.....	203
23. Droit communautaire (compétence, exécution)	203

COMMUNAUTÉ DE VIE	204
COMMUNAUTÉ UNIVERSELLE (ARTICLE 1527).....	204
COMPÉTENCE.....	206
COMPROMIS	207
COMPTABLE – EXPERT COMPTABLE (LOI DU 10 JUIN 1999).....	207
1. Responsabilités.....	207
2. Irrégularités.....	207
3. Obligation de moyens ou de résultat	208
a) Responsabilité contractuelle du comptable – Obligation de moyens – Charge de la preuve – Erreur d’appréciation sur le régime fiscal d’une opération – Responsabilité (oui) – Réparation du préjudice soumise à la preuve que l’opération n’aurait pas été effectuée par le client s’il avait obtenu les bonnes informations.....	208
4. Secret professionnel	209
COMPTE COURANT.....	210
COMPTE UNIQUE – (VOIR COMMUNAUTÉ).....	210
CONCOURS IDÉAL (EN DROIT PÉNAL).....	210
CONCOURS RÉEL (EN DROIT PÉNAL).....	211
CONCUBINAGE.....	211
1. Contribution aux charges de la vie commune	211
2. Comptes à la fin de l’union.....	211
3. Solidarité passive	212
4. Société.....	212
5. Acquisition immobilière	215
CONCURRENCE – (VOIR PUBLICITÉ TROMPEUSE)	216
1. Concurrence déloyale (loi du 30 juillet 2002).....	216
2. Concurrence : débauchage de personnel.....	216
3. Clause de non-concurrence.....	217
CONDITION SUSPENSIVE (SANS DATE FIXE, ARTICLE 1176 DU CODE CIVIL).....	218
CONFIDENTIALITÉ – (VOIR AVOCAT).....	219
CONFISCATION – (VOIR BLANCHIMENT).....	219

CONFLIT D'INTÉRÊTS – (VOIR AVOCAT)	219
CONNEXITÉ	219
CONSEIL DE DISCIPLINE	219
CONSEIL DE SURVEILLANCE – (VOIR SOCIÉTÉ)	219
CONSENTEMENT (ABSENCE DE) – (VOIR VIOL)	219
CONSENTEMENT LIBRE (ARTICLE 375 DU CODE PÉNAL)	219
CONSOMMATEURS	220
CONSTITUTION	221
1. Cour constitutionnelle (Instituée par la loi du 27 juillet 1997)	221
2. Droit constitutionnel	223
CONSTRUCTION (DROIT DE LA) – (VOIR SUB ARCHITECTES – AGENT IMMOBILIER – ENTREPRENEUR DE CONSTRUCTION)	223
1. Autorisation de construire	223
2. Définition d'une construction et applications	224
a) <i>Autorisation de construire</i>	224
3. Le contrat d'entreprise	224
a) <i>Définition</i>	224
b) <i>Qualification – Œuvre du juge</i>	225
c) <i>Devis</i>	225
d) <i>Marché à forfait – Article 1793 du Code civil</i>	226
e) <i>Preuve du Forfait</i>	227
f) <i>Le Forfait et les aléas</i>	227
g) <i>Exception d'inexécution</i>	228
h) <i>Réception</i>	228
i) <i>Formes</i>	229
j) <i>Réception provisoire = réception sous condition suspensive</i>	229
k) <i>Vice apparent – vice caché</i>	230
l) <i>Clause de dédit</i>	230
m) <i>Copropriété</i>	230
n) <i>Construction gênante décennale</i>	231
o) <i>Construction – Maître de l'ouvrage – Immixtion</i>	231
p) <i>Construction – Vices de matériaux</i>	231

q) <i>Construction – Responsabilité de l’organisme de contrôle – Obligation de résultat</i>	232
r) <i>Liquidation</i>	233
CONTRAINTE	234
CONTRAT	235
1. Obligation – Article 1135 du Code civil	235
2. Obligation de moyens	235
3. Obligation de résultat	235
4. Obligation sans cause	236
5. Obligation du porte-fort de l’exécution	237
6. Compromis de vente – Condition suspensive	237
7. Accord de principe	237
8. Période précontractuelle – Rupture des pourparlers	240
9. Résolution (Article 1184 du Code civil) – Rupture unilatérale	240
10. Résolution unilatérale	240
11. Commercial – Faculté de remplacement (Article 1144 du Code civil)	240
12. Principe de cohérence	241
13. Fait du prince (en droit administratif)	241
14. Fait du prince (en droit privé)	241
15. Principe de loyauté dans les contrats	241
16. La force majeure	242
17. Preuve – Article 1348 du Code civil	242
18. Contrat d’échange	242
19. Contrat-rupture	243
20. Responsabilité délictuelle	243
21. Exception d’inexécution	243
22. Choix de la loi applicable : 17 décembre 2009	246
a) <i>Rome I</i>	246
b) <i>La loi applicable à défaut de choix : suppression du principe de proximité</i>	246
23. Contrat de travail	247
24. Contre-lettre	247

25. Erreur sur la personne	248
26. Compromis de vente	249
27. Nullité	251
28. Obligation de renseignement	251
CONTRAT D'ADHÉSION	251
CONTRAT D'AGENCE COMMERCIALE	251
CONTRÔLE JUDICIAIRE (CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, LOI DU 6 MARS 2006)	252
CONVENTION COLLECTIVE (COMMISSION PARITAIRE)	253
CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH) – (INTERPRÉTATION)	254
COPROPRIÉTÉ	254
1. Immeubles (charges)	254
2. Assemblée (votes)	254
3. Assemblée (comptes)	255
4. Action en justice	255
5. Copropriété – Délai d'action en justice	256
6. Partie commune	257
CORRESPONDANCE (CONFIDENTIALITÉ) – (VOIR PREUVE, LETTRES MISSIVES)	258
CORRUPTION (ARTICLES 246 ET 247 DU CODE PÉNAL)	258
1. Qualité de l'agent	258
a) <i>Qualité de celui qui s'est laissé corrompre : fonctionnaire, officier public, ou personne chargée d'un service public</i>	258
b) <i>Contrat illicite : agrégation d'offres ou de promesses, réception de dons ou de présents</i>	258
c) <i>But de la corruption : un acte de la fonction</i>	258
2. Délit instantané – Plusieurs faits – Prescription	259
COUPS ET BLESSURES VOLONTAIRES (ARTICLE 392 DU CODE PÉNAL)	260
COUPS MORTELS (ARTICLE 401 DU CODE PÉNAL) – (VOIR HOMICIDE)	261
COUR ADMINISTRATIVE – (VOIR ADMINISTRATION)	261
CRÈCHE	261
CRIME (OU DÉLIT FLAGRANT)	262

CRIMINEL TIENT LE CIVIL EN ÉTAT (LE) – (VOIR ACTION EN JUSTICE).....	262
CRITIQUE – (VOIR PRESSE).....	262

D

DÉBAUCHE.....	264
1. Le principe de l'autonomie personnelle.....	264
2. Débauche – Club d'échangisme.....	264
DÉCHÉANCE.....	265
DÉCHETS – (VOIR ENVIRONNEMENT).....	267
DÉFAUT-CONGÉ (JUGEMENT).....	267
DÉFENSE (DROITS DE LA).....	268
DÉLAI RAISONNABLE – (VOIR PROCÈS ÉQUITABLE).....	269
DÉLÉGATION DE POUVOIR – (VOIR SOCIÉTÉ).....	269
DÉLÉGUÉ DU PERSONNEL – (VOIR TRAVAIL).....	269
DÉLIT CONTINU.....	269
DÉLIT DE FUITE – (VOIR CIRCULATION).....	269
DÉLIT DE RÉSULTAT – (VOIR FRAUDE FISCALE).....	269
DÉMISSION – (VOIR TRAVAIL).....	269
DÉNONCIATION CALOMNIEUSE.....	269
1. L'autorité destinataire de la dénonciation.....	270
2. 445 alinéa 2 CP.....	270
a) <i>L'autorité</i>	270
b) <i>Spontanéité</i>	271
DÉONTOLOGIE.....	271
Code de déontologie médicale.....	271
DÉPENS (LES).....	272
DÉPÔT.....	273
Détérioration de la chose déposée et charge de la preuve... ..	273
DÉSAFFECTATION (BIENS DU DOMAINE PUBLIC).....	273
DÉSISTEMENT.....	273
DESSEIN DE NUIRE.....	274
Définition de l'intention frauduleuse.....	274

DÉTECTIVE PRIVÉ	275
DÉTENTION PRÉVENTIVE	276
1. Mandat de dépôt	276
a) <i>Principe</i>	276
b) <i>Motivation</i>	276
DÉTOURNEMENT DE POUVOIR – (VOIR ADMINISTRATIF)	277
DEVIS – (VOIR CONSTRUCTION)	277
DEVOIR D’EXACTITUDE ET DE VÉRACITÉ – (VOIR PRESSE)	277
DIAGNOSTIC – (VOIR MÉDECIN)	277
DIFFAMATION ET CALOMNIE	277
DIGNITÉ (LE CONCEPT DE)	278
DIRIGEANTS (ET LEUR RESPONSABILITÉ PÉNALE) – (VOIR SOCIÉTÉ)	280
DISCIPLINAIRE	280
Fonctionnaires	280
DISCRIMINATION	280
Discrimination illégale – Loi du 19 juillet 1997	280
DIVORCE (VOIR COMMUNAUTÉ)	281
1. Loi du 27 juin 2018	281
2. Les cas de divorce	282
a) <i>Règle de conflit de lois</i>	283
b) <i>Du divorce par consentement mutuel (art. 230 du Code civil)</i>	283
c) <i>Du divorce pour rupture irrémédiable du lien conjugal</i> ...	286
3. Créance liée aux droits de pension	289
4. Liquidation	291
a) <i>Des avantages matrimoniaux</i>	291
5. Logement et indemnité d’occupation	292
6. Droit international privé	293
a) <i>La loi applicable au divorce</i>	293
b) <i>La loi applicable au régime matrimonial</i>	294
DOCUMENTS COMPTABLES	294
DOL (EN DROIT PÉNAL)	294
1. Dol spécial	295

2. Dol général.....	295
3. Dol civil	295
4. Dol libéralités	295
DOMICILE	296
Élection – Saisie.....	296
DOMICILIATION	296
DOMMAGES AUX PERSONNES – (VOIR PRÉJUDICE)	297
DON	297
DONATION	299
1. La donation déguisée.....	299
Simulation vente	299
2. La donation indirecte	301
3. La donation-partage (<i>cf. sub</i> Partage d’ascendant).....	301
4. Don manuel – Obligation pour le donataire de prouver	302
Don manuel – Obligation de rapport – Charge de la preuve	303
Devoir de secours des enfants à l’égard des parents dans le besoin – Exclusion absolue d’une indemnité (non) – <i>Actio de in rem verso</i> – Preuve d’un enrichissement.....	304
5. Réduction (conjoint survivant – réserve)	305
6. Consentement du donateur	305
7. Révocation pour inexécution des conditions ou charges	305
a) Conséquence de l’inexécution (partielle) des charges	306
b) Obligation personnelle d’acquitter la charge de donation.....	306
c) Renonciation à l’exécution de la charge.....	306
DOSSIER MÉDICAL – (VOIR MÉDECIN)	307
DROIT (SON ESSENCE)	307
DROIT ADMINISTRATIF – (VOIR ADMINISTRATIF)	307
DROIT BANCAIRE ET FINANCIER – (VOIR BANQUE)	307
DROIT DE LA CONSOMMATION	307
DROIT DE LA CONSTRUCTION – (VOIR CONSTRUCTION)	308

DROITS DE LA DÉFENSE	308
DROITS DE L'ENFANT – (VOIR ENFANT, DIVORCE)	308
DROIT DE RÉPONSE – (VOIR PRESSE)	309
DROIT DES SOCIÉTÉS – (VOIR SOCIÉTÉ)	309
DROIT DE VISITE – (VOIR DIVORCE)	309
DROIT D'HABITATION – (VOIR HABITATION)	309
DROIT DU BAIL – (VOIR BAIL)	309
DROIT JUDICIAIRE PRIVÉ	309
DROIT MÉDICAL – (VOIR MÉDECIN)	309
DROIT DU TRAVAIL – (VOIR TRAVAIL)	309
DROIT PÉNAL	309

E

ÉBRANLEMENT DE CRÉDIT – (VOIR BANQUE, SURSIS DE PAIEMENT, FAILLITE)	312
ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES (ARTICLE 88-1 DE LA LOI DU 26 NOVEMBRE 1982)	312
1. Principe	312
2. Limites	312
3. Ordonnance et recours	313
4. Destruction des documents	313
5. Recours	314
6. Levée des mesures de surveillance	314
7. Prorogation	314
8. Obligation d'informer	314
9. Infiltrations et observations (Loi du 7 mai 2009)	314
ÉCRITURE	314
Vérification	314
ÉDITEUR – (VOIR PRESSE)	315
EFFET DÉCLARATIF DU PARTAGE – (VOIR COMMUNAUTÉ)	315
ÉGALITÉ (PRINCIPE DE L')	315
1. Égalité des citoyens devant la loi (Article 10 <i>bis</i> (1) de la Constitution)	315
2. Égalité des armes (principe de l')	315

ÉLECTION DE DOMICILE – (VOIR APPEL, DOMICILE)	315
EMPLOYÉ ET OUVRIER – (VOIR SECRET PROFESSIONNEL)	315
EMPLOYEUR – (VOIR TRAVAIL)	315
ENFANT	316
ENREGISTREMENT	318
ENRICHISSEMENT SANS CAUSE	318
ENTRAÎNEUR SPORTIF	318
ENTREPRENEUR DE CONSTRUCTION	319
1. Obligation de prévision.....	319
2. Respect des plans.....	320
3. Causes d'exonération – Faits du tiers.....	320
4. Refuser de suivre les instructions du maître si danger.....	320
5. Charge de preuve.....	321
ENVIRONNEMENT	321
1. Responsabilité.....	321
2. Déchets.....	322
ESCROQUERIE (ARTICLE 496 DU CODE PÉNAL)	322
1. Définition.....	322
2. Manœuvres.....	323
3. Manœuvres frauduleuses.....	323
4. Mensonge.....	323
ESTOPPEL (NUL NE PEUT CONTREDIRE AU DÉTRIMENT D'AUTRUI)	323
ÉTAT (INDEMNISATION DES VICTIMES) – (VOIR PRÉJUDICE)	325
ÉTRANGER – (VOIR ADMINISTRATION)	325
EUTHANASIE (LOI DU 16 MARS 2009 SUR L'EUTHANASIE ET L'ASSISTANCE AU SUICIDE)	325
1. Dispositions générales.....	325
2. La demande d'euthanasie ou d'assistance au suicide, conditions et procédure.....	325
EXCEPTION DE LITISPENDANCE – (VOIR LITISPENDANCE)	327
EXCEPTION <i>OBSCURI LIBELLI</i> – (VOIR EXPLOIT)	327
EXÉCUTION PROVISOIRE	327

EXEQUATUR	327
L'ordonnance d'exequatur dans le cadre du règlement CE n° 44/2001	327
EXPERT (L') – (VOIR SECRET PROFESSIONNEL)	328
EXPERT-COMPTABLE – (VOIR COMPTABLE)	328
EXPERTISE	328
1. Impartialité	328
2. Finalité	329
3. Frais d'expertise	329
4. Respect du principe du contradictoire	329
5. Opposabilité du rapport	330
6. Expertise (au pénal)	331
a) <i>Principe</i>	331
b) <i>Droits de la défense</i>	331
7. Présence de l'expert – consultant lors des opérations d'expertise – non	332
EXPLOIT	332
1. Libellé obscur	332
2. <i>Obscuri libelli</i>	333
3. Signification – Finalité	333
EXPOSÉ SOMMAIRE DES MOYENS – (VOIR APPEL)	333
EXPROPRIATION	333
EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE	336
1. Définition	336
2. Le droit d'expropriation	336
3. L'article 16 de la Constitution	337
4. La déclaration d'utilité publique	337
5. Le Tribunal administratif luxembourgeois et le contrôle de l'utilité publique	338
EXTORSION PAR VIOLENCES ET MENACES – (VOIR VIOLENCE, ARMES)	340
 F	
FAÇADE – (VOIR GROS OUVRAGE)	342

FACTURE (ARTICLE 109 DU CODE DE COMMERCE)	342
1. Principe	342
a) <i>Portée générale</i>	342
b) <i>Applicabilité aux sociétés commerciales ayant un objet civil</i>	342
c) <i>Présomption d'accepter par silence prolongé : l'acceptation peut être expresse ou tacite</i>	342
d) <i>La contestation et le renversement de la présomption d'acceptation</i>	343
e) <i>La contestation doit être précise quant à l'objet</i>	343
f) <i>Preuve de l'envoi de la facture par livre journal</i>	344
g) <i>Facture acceptée</i>	344
FACTORING	346
Droit commercial	346
FAILLITE	346
1. Cessation de paiement	346
2. Existence passive de la société dont la liquidation a été clôturée et publiée pendant 5 ans	348
3. Faillite – Créance en restitution résultant d'un vol – Privilège (non)	348
4. Faillite sur aveu	349
5. Procédure : actions nées de la faillite	349
6. Suspension des poursuites individuelles	349
7. Faillite d'une société ou des associés	350
8. Faillite : le sort réservé aux contrats <i>intuitus personae</i>	350
9. Action en comblement de passif – Article 495-1 du Code de commerce – Exigence d'une faute grave et caractérisée	351
FAIT NOTOIRE – (VOIR JUGER)	351
FAUSSES CLÉS	352
FAUTE	352
1. Faute par imprudence	353
2. Faute intentionnelle	353
3. Causalité	353
FAUX – (VOIR INSCRIPTION DE FAUX)	354

FAUX EN ÉCRITURES – (VOIR INSCRIPTION DE FAUX)	354
1. Préjudice	354
2. Faux grossier – Pas de préjudice	355
FAUX TÉMOIGNAGE – (VOIR TÉMOIGNAGE)	355
FIDUCIAIRE – (VOIR COMPTABLE)	355
FINANCE (SERVICES FINANCIERS : LOI DU 18 DÉCEMBRE 2006)	355
FLAGRANT DÉLIT	355
FONCTIONNAIRE (CHANGEMENT D’AFFECTATION – INTÉRÊT DU SERVICE)	356
FONDS DE COMMERCE	357
1. Nom commercial – Logo	357
2. Vente d’un fonds de commerce	357
FONDS DE GARANTIE AUTOMOBILE	358
FORCE MAJEURE – (VOIR BAIL (JOUISSANCE PAISIBLE))	358
FORCLUSION	359
FORFAIT – (VOIR CONSTRUCTION)	359
FORUM SHOPPING	359
FRAUDE FISCALE	359
1. Infraction de résultat	359
2. Délit de résultat	360
FRAUDE INFORMATIQUE	360

G

GARAGISTE	364
1. Vente d’occasion – Dépôt-vente	364
2. Obligation de conseil	364
3. Kilométrage trafiqué	364
GARANTIE	364
GARDE (VOIR DIVORCE)	365
1. Interdiction de sortie du territoire	365
2. De la garde	366
GARDE D’UNE CHOSE	367
Structure – comportement	367

GESTION DE PORTEFEUILLE – (VOIR BANQUE)	368
GESTION JOURNALIÈRE – (VOIR SOCIÉTÉ)	368
GRAND-DUC (LE)	368
GROS OUVRAGES (FAÇADE)	369

H

HABITATION	372
HARCÈLEMENT MORAL – (VOIR TRAVAIL)	372
HARCÈLEMENT OBSESSIONNEL (LOI DU 5 JUIN 2009)	372
HARCÈLEMENT SEXUEL – (VOIR TRAVAIL)	372
HOMICIDE OU LÉSIONS INVOLONTAIRES – (ARTICLES 418, 419, 420 DU CODE PÉNAL)	373
HONORAIRES – (VOIR AVOCAT)	373
HÔPITAUX – (VOIR MÉDECIN)	373
HUMOUR – (VOIR PRESSE)	373

I

IMMATRICULATION	376
IMMUNITÉ DE LA PAROLE – (VOIR AVOCAT)	376
IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE	376
IMPARTIALITÉ DU JUGE (L') – (VOIR JUGE)	376
IMPÔTS – (VOIR COMMUNAUTÉ, FRAUDE FISCALE)	376
INCENDIE	376
INCUPLÉ (LES DROITS DE L')	377
1. En général	377
2. Quand devient-on inculpé ?	377
3. Présomption d'innocence	378
a) Principe	378
b) Article 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme	378
c) Prohibition d'une déclaration de culpabilité	379
INDEMNISATION – (VOIR PRÉJUDICE, INFIRMITÉS MULTIPLES, PATHOLOGIE PRÉEXISTANTE, RÉPARATION)	380

INDEMNITÉ D'OCCUPATION – (VOIR COMMUNAUTÉ, LOGEMENT FAMILIAL)	380
INDIVISIBILITÉ (CONNEXITÉ EN DROIT PÉNAL)	380
INDIVISION	381
1. Dettes indivises.....	381
2. Impenses nécessaires.....	381
3. Le régime des passifs.....	382
4. Sursis à la licitation – Conditions.....	382
5. Règlement de comptes.....	383
6. Indivision postcommunautaire	383
7. Fusion de deux comptes.....	384
8. Intérêt commun	384
9. Acte de gestion réalisé par un des coïndivisaires – Mandat tacite des autres coïndivisaires (oui) – Nécessité d'une opposition immédiate par les autres coïndivisaires (oui)	384
INFIRMITÉS MULTIPLES – (VOIR INDEMNISATION)	385
INFRACTIONS CLANDESTINES – (VOIR PRESCRIPTION, ABUS DE CONFIANCE, ABUS DE BIENS SOCIAUX)	385
INGÉRENCE	385
Délit d'ingérence	385
INJURE	387
INSANITÉ D'ESPRIT (DONATION – ANNULATION)	389
1. Donation – Nullité pour insanité d'esprit – Notion de l'insanité d'esprit.....	390
2. Preuve de l'insanité d'esprit – Preuve incombant aux contestataires (oui) – Obligation de rapporter la preuve que l'insanité d'esprit a existé au moment de l'acte querellé (oui).....	391
3. Définition – Charge de la preuve – Renversement de la charge de la preuve en présence d'un état habituel ou permanent d'insanité d'esprit (oui).....	391
INSCRIPTION DE FAUX (PROCÉDURE CIVILE)	392
INSTRUCTION CRIMINELLE	393
1. Pénal – Nullité d'acte de l'instruction préparatoire	393

2. Renvoi devant la chambre correctionnelle – Charges suffisantes	393
3. Loi du 7 mai 2009 introduisant l'observation et l'infiltration dans le C.I.C.	394
4. L'anonymat dans la procédure pénale.....	398
INTÉGRITÉ PHYSIQUE (ATTEINTE À L')	398
Violences sans contact.....	398
INTENTION CRIMINELLE – (VOIR TENTATIVE DE VIOL)	399
INTENTION FRAUDULEUSE.....	399
INTÉRÊTS	400
1. Intérêts compensatoires.....	400
2. Intérêts légaux.....	400
INTÉRÊT À AGIR	400
INTERNET	401
INTERPRÉTATION (LOI PÉNALE)	401
INTIME CONVICTION.....	402

J

<i>JOINT VENTURE</i>	404
JOURNALISTE – (VOIR PRESSE)	404
JUGE.....	404
1. Le juge et son devoir fondamental : l'impartialité	404
2. Renvoi pour suspicion légitime	405
3. Dessaisissement du juge.....	406
JUGEMENT	406
1. Définition	406
2. Motivation.....	407
3. Motif et dispositif	413
JUGER.....	414
1. Principes qui régissent la manière de juger	414
2. Principe dispositif.....	414
3. Le relevé d'office de moyens d'ordre public de protection ...	415

4. Les principes généraux du droit dans l'armature de la pensée judiciaire	417
JURISPRUDENCE	417
Constitutionnalité des lois	418

L

LÉGALITÉ INTRINSÈQUE – (VOIR ANNULATION)	420
LÉGITIME DÉFENSE	420
LÉGITIMITÉ DÉPÉNALISANTE	421
LIBÉRALITÉ	422
LIBERTÉ D'EXPRESSION – (VOIR PRESSE)	422
LIBERTÉ DU COMMERCE	422
LICENCIEMENT (LE) – (VOIR TRAVAIL)	422
LICITATION – (VOIR COMMUNAUTÉ)	422
LIQUIDATION	422
LITIGE (INDIVISIBILITÉ) – (VOIR APPEL)	425
LITISPENDANCE	425
Exception de litispendance	425
LOGEMENT DE SERVICE (BAIL À LOYER) – (VOIR BAIL)	426
LOGEMENT FAMILIAL	426
Obligation de secours et d'assistance	427
LOI DU FOR – (VOIR DIVORCE)	428
LOIS	428
1. Les travaux parlementaires	428
2. Application dans le temps	428
3. Lois et règlements	429
LUGANO	429
Convention de Lugano entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009	429

M

MAÎTRE D'OUVRAGE (LE) – (VOIR CONSTRUCTION, VENTE, TROUBLES DE VOISINAGE)	432
--	-----

MALADIE PROFESSIONNELLE	432
MANDAT	432
MANDAT APPARENT	435
MANDAT D'AMENER (DROIT PÉNAL)	436
1. Principe	436
a) <i>Inculpé</i>	436
b) <i>Témoins</i>	436
c) <i>Auditions</i>	436
d) <i>Refus d'obtempérer</i>	436
e) <i>Nouveau mandat</i>	436
2. Motivation	436
MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN	437
MANDAT DE DÉPÔT – (VOIR DÉTENTION PRÉVENTIVE)	438
MANDAT SOCIAL – (VOIR ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ)	438
MANDAT TACITE (ÉPOUX)	438
MARCHÉ À FORFAIT	439
MARCHÉS PUBLICS	439
1. Loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics	439
2. Choix du soumissionnaire	442
3. Information des soumissionnaires – retrait rétroactif de la décision	442
MARCHÉ PUBLIC – SOUMISSION À PRIX UNITAIRES	443
MARQUE DE FABRIQUE – (VOIR PUBLICITÉ)	444
MÉDECIN	444
1. Principe	444
2. Obligation d'informer le patient	444
3. Charge de la preuve	446
4. Consentement du patient	447
a) <i>Principe</i>	447
5. Contrat d'hospitalisation	447
6. Le chirurgien	448
a) <i>Principe</i>	448
b) <i>Obligations préliminaires (avant intervention)</i>	448

c) <i>Fautes opératoires</i>	449
d) <i>Période postopératoire</i>	449
7. Aléa thérapeutique	449
8. L'anesthésiste	449
9. Diagnostic	450
a) <i>Définition</i>	450
b) <i>Données de la science</i>	450
c) <i>Données acquises de la science et erreur</i>	450
d) <i>Responsabilité médicale – Médecin généraliste – Erreur de diagnostic – Caractère excusable (oui)</i>	451
10. Responsabilité et réparation – Obligation de moyens	451
a) <i>Préjudice réparable</i>	452
b) <i>Homicide involontaire – médecin – carence de la surveillance du patient – Diagnostic fautif</i>	452
11. Le secret médical	452
a) <i>Philosophie suivant la Convention européenne des droits de l'Homme</i>	452
b) <i>Différences entre les lois française, belge et luxembourgeoise</i>	453
c) <i>Caractère du secret</i>	453
d) <i>Consentement de la partie intéressée</i>	453
e) <i>Le dossier médical</i>	454
f) <i>Dossier d'hôpital : la loi du 24 juillet 2014 modifiant la loi du 28 août 1998</i>	455
12. Cabinet médical	456
MÉDIA – (VOIR PRESSE)	457
MÉDIATION PÉNALE (CLASSEMENT)	457
MENACES GRAVES	458
MEURTRE – INTENTION DE TUER	459
1. Article 474 du Code pénal	459
2. Article 475 du Code pénal	459
3. Vol, le but – Meurtre, le moyen – Intention de tuer	459
MINISTÈRE PUBLIC – (VOIR PROCUREUR D'ÉTAT)	460
MOTIVATION – (VOIR ACTES ADMINISTRATIFS)	460

N

NATIONALITÉ	462
NÉCESSITÉ	465
NOM	467
1. Nom patronymique : droit à la protection	467
2. Divorce	469
3. Changement	469
NON-ASSISTANCE À PERSONNE EN DANGER	470
Article 410-1 du Code pénal (loi du 13 décembre 1985)	470
NON BIS IN IDEM	471
Droit pénal	471
Action publique – <i>non bis in idem</i>	472
NOSOCOMIE	473
NOTAIRE	476
1. Responsabilité professionnelle – Notaire – Principes	476
2. Notaire – Responsabilité civile – Rédaction d’actes – Obligation d’information – Charge de la preuve pesant sur le notaire	478
3. Office du notaire	479
NUDITÉ	479
NULLITÉ AYANT TRAIT A L’ORGANISATION JUDICIAIRE – (VOIR PROCÉDURE)	480
NULLITÉ D’UN ACTE D’INSTRUCTION PRÉPARATOIRE – (VOIR INSTRUCTION CRIMINELLE)	480
NULLITÉ POUR VICE DE FORME – (VOIR APPEL)	480

O

OBLIGATION DE MOTIVER – (VOIR JUGEMENT)	482
OBLIGATION DE MOYENS	482
OBLIGATION DE RÉSULTAT	482
OBLIGATION D’INFORMER – (VOIR MÉDECIN, BANQUE, CONTRAT, NOTAIRE, AVOCAT)	482
OBLIGATION DU BANQUIER – (VOIR BANQUE)	483

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE FAIRE	483
Exécution forcée	483
OBSCURI LIBELLI – (VOIR EXPLOIT)	483
OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE – (VOIR PRIVILÈGE DE JURIDICTION)	483
OMBUDSMAN	483
Loi du 22 août 2003 instituant un médiateur (dispositions essentielles)	483
OPPOSITION	486
1. Définition	486
2. Portée (en droit civil)	486
3. Effets	486
ORDONNANCE DE RENVOI	487
Son autorité par rapport au juge du fond	487
ORDRE PUBLIC	487
ORDRES DE VIREMENT – (VOIR BANQUIER (RESPONSABILITÉ-VIREMENT))	488
ORGANISATION CRIMINELLE	488
Article 324bis et 324ter du Code pénal	488
OUBLI (DROIT À L') – (VOIR VIE PRIVÉE)	488

P

PARASITISME	490
PARDON SOCIAL (LE)	491
Sommaire des faits	491
PARENTS – (VOIR RESPONSABILITÉ)	492
PARTAGE	492
PARTAGE D'ASCENDANT	492
Partage cumulatif	492
PARTAGE DES BIENS (EFFET DÉCLARATIF) – (VOIR COMMUNAUTÉ)	493
PARTAGE DES IMMEUBLES (LE PARTAGE EN NATURE) – (VOIR COMMUNAUTÉ)	493
PARTAGE ET DROITS RÉELS IMMOBILIERS	493
PARTENARIAT (LOI DU 9 JUILLET 2004)	495
1. La déclaration de partenariat	495
2. La fin du partenariat – Compétence du Juge de Paix	496

PARTENARIAT – LOI DU 3 AOÛT 2010 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI DU 9 JUILLET 2004	497
PARTIE CIVILE	497
PASSIVITÉ	498
PATERNITÉ	498
PATHOLOGIE PRÉEXISTANTE	498
PATIENT	499
PATIENTÈLE	508
PEINE DE MORT	509
PEINES	509
1. Principe de la légalité.....	509
2. Légalité des sanctions disciplinaires.....	510
3. Principe de la personnalité (en droit pénal).....	511
PENSIONS ALIMENTAIRES	511
PENSION VIEILLESSE	512
PÉREMPTION D’INSTANCE (NOTION ET CONDITIONS)	512
PERSONNES MORALES	513
Principe de spécialité.....	513
PHOTOCOPIE – (VOIR PREUVE)	514
PLACEMENT D’ENFANT – (VOIR CRÈCHE)	514
PLAGIAT	514
PLAN – (VOIR RÈGLEMENT SUR LES BÂTISSÉS)	514
PLAN D’AMÉNAGEMENT – (VOIR DROIT ADMINISTRATIF)	514
PLUMITIF D’AUDIENCE	514
PORT D’ARMES	516
POSSESSOIRE ET SERVITUDE	516
1. La protection possessoire.....	516
2. Enclave.....	516
3. Complainte.....	517
4. Le trouble possessoire.....	517
5. Badge.....	518

POUVOIRS DU JUGE – (VOIR JUGE).....	518
POUVOIRS DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE – (VOIR VENTE, IMMEUBLE EN ÉTAT FUTUR D'ACHÈVEMENT).....	518
POUVOIRS PUBLICS	518
1. Fonctionnement défectueux des services judiciaires.....	518
2. Dommage exceptionnel	519
3. Faute commise par un magistrat – Article 1 alinéa 1 de la loi du 1^{er} septembre 1988.....	519
PRÉJUDICE.....	520
Le préjudice et sa réparation.....	520
1. Les grands principes	520
a) <i>Perte d'une chance</i>	<i>521</i>
b) <i>Réévaluation des provisions payées par l'assureur : non ! ...</i>	<i>523</i>
c) <i>Le tribunal ne tient pas compte des chances de remariage.....</i>	<i>523</i>
d) <i>Frais de défense – Honoraires d'avocat.....</i>	<i>524</i>
e) <i>Nécessité du préjudice</i>	<i>525</i>
f) <i>Perte de revenus et prestations de la législation sociale..</i>	<i>525</i>
2. L'atteinte à l'intégrité physique	525
a) <i>Infirmités multiples.....</i>	<i>527</i>
b) <i>Épilepsie post-traumatique</i>	<i>527</i>
3. Les différents dommages moraux	529
a) <i>Principe</i>	<i>529</i>
b) <i>Pretium doloris</i>	<i>529</i>
c) <i>Syndrome subjectif</i>	<i>529</i>
d) <i>Préjudice esthétique.....</i>	<i>530</i>
e) <i>Préjudice d'agrément.....</i>	<i>531</i>
f) <i>Préjudice psychologique</i>	<i>532</i>
g) <i>Préjudice sexuel.....</i>	<i>533</i>
h) <i>Préjudice juvénile.....</i>	<i>534</i>
i) <i>Préjudice d'établissement.....</i>	<i>534</i>
j) <i>Préjudice moral pour la perte d'un être cher</i>	<i>535</i>
k) <i>Le préjudice psychique et traumatique.....</i>	<i>537</i>
l) <i>Pretium mortis</i>	<i>538</i>
m) <i>Le préjudice matériel pour perte du soutien financier</i>	<i>539</i>
n) <i>Préjudice d'affection (moral par ricochet).....</i>	<i>540</i>

o) <i>Préjudice d'accompagnement</i>	540
p) <i>Recours des organismes de sécurité sociale</i>	541
4. Expertise	544
a) <i>Lettre de Monsieur le Ministre de la Justice Luc Frieden adressée aux experts assermentés de la branche médicale le 18 octobre 2007</i>	544
b) <i>Lettre de Monsieur le Procureur Général d'État J.-P. Klopp adressée aux experts assermentés de la branche médicale le 8 octobre 2008</i>	545
c) <i>Frais et honoraires d'avocat</i>	545
d) <i>Taux de capitalisation</i>	546
e) <i>Préjudice – Taux de capitalisation</i>	546
5. Atteinte à sa réputation	547
PRÉJUDICE – ÉVALUATION DES PERTES DE GAINS	547
PRÉJUDICE – PRÉJUDICE MORAL POUR PERTE D'UN ÉPOUX	548
PRÉMÉDITATION (DROIT PÉNAL)	548
PRESCRIPTION	549
1. Civil	549
2. Pénal	549
a) <i>Disposition d'ordre public</i>	549
b) <i>Infractions clandestines (abus de confiance – abus de biens sociaux)</i>	550
c) <i>Suspension de la prescription (en matière pénale)</i>	550
PRESCRIPTION EN MATIÈRE DE PRESSE	551
PRÉSUMPTION D'INNOCENCE	552
PRESSE (LOI DU 8 JUIN 2004)	553
1. Article 24 de la constitution (version modifiée du 27 janvier 2004)	553
2. Média	553
3. Journaliste	554
4. Éditeur	555
5. Le principe de la « cascade »	556
a) <i>Définition</i>	556
b) <i>Finalité</i>	556
c) <i>Auteur (presse)</i>	557

6. Publication	557
7. Droit de réponse	558
8. Devoir d'exactitude et de véracité	559
a) <i>Principe</i>	559
b) <i>Obligation de moyens</i>	560
9. Caricature	560
a) <i>Définition</i>	560
b) <i>Bases de droit</i>	561
c) <i>Jurisprudence et doctrine</i>	561
d) <i>Limites</i>	562
10. Satire	563
a) <i>Définition</i>	563
b) <i>Principe</i>	563
c) <i>Limites</i>	563
11. L'humour	565
a) <i>Définition</i>	565
b) <i>Finalité</i>	565
c) <i>Fondement juridique</i>	566
d) <i>Critique</i>	566
12. La critique d'une œuvre (critère subjectif)	566
13. Secret de l'instruction	566
14. Présomption d'innocence et presse	567
15. Sources (dans le domaine de l'information)	570
16. L'arrêt Roemen-Schmit du 25 février 2003	570
17. Contrôle des sources	572
18. La CEDH marque au terme de récents arrêts un recul de la protection européenne du secret des sources journalistiques	573
PRESCRIPTION EN MATIÈRE DE PRESSE	573
PREUVE EN DROIT CIVIL	574
1. Offre de preuve	574
2. Ouïe – dire	575
3. Lettres missives	575
4. SMS	575

5. Impossibilité morale de se procurer un écrit	575
6. Prise en compte du lien familial par parenté ou alliance (non) – Prise en compte du lien affectif réel (non).....	576
7. Photocopie.....	577
8. Blanc-seing (cf. Preuve)	577
9. Reconnaissance dette – Contrat de prêt.....	577
10. Contrat de prêt – contrat réel – Requalification en promesse de prêt en l'absence de remise des fonds – inexécution de la promesse ouvrant droit à des dommages et intérêts (oui) – Recevabilité d'une demande en exécution forcée (non).....	578
PREUVE (DROIT PÉNAL)	578
PRINCIPE DE L'ACCESSION	579
PRINCIPE DE SPÉCIALITÉ	579
PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT	579
1. Principe du contradictoire	580
2. Principes régissant les droits de la défense.....	580
3. Principes qui régissent la manière de juger :.....	581
a) <i>Principe dispositif</i>	581
b) <i>Appliquer d'office une loi</i>	581
c) <i>Qualification des faits</i>	581
d) <i>Appréciation des faits</i>	582
e) <i>Interprétation des lois</i>	582
f) <i>Principe fondamental de procédure : L'appréciation souveraine des faits</i>	583
g) <i>Principe de cohérence : (cf. Estoppel)</i>	583
4. Principe de précaution	583
5. Principe de cohérence	584
PRIVILÈGE DE JURIDICTION (DROIT PÉNAL)	584
PRIX DÉRISOIRE (CONTEXTE D'UNE DONATION DÉGUISÉE)	585
PROCÉDURE (CIVILE ET COMMERCIALE)	585
Règles relevant de l'organisation judiciaire.....	585
PROCÈS	585
1. Compétence <i>ratione materiae</i>	585
2. Compétence <i>ratione loci</i>	585

PROCÈS ÉQUITABLE	586
PROCÈS-VERBAL DE DIFFICULTÉS (LE) – (VOIR COMMUNAUTÉ)	587
PROCUREUR D'ÉTAT	587
A. Définitions	587
B. Impartialité	589
C. Pouvoirs	589
PROCUREUR GÉNÉRAL D'ÉTAT	592
A. Attributions	592
B. Autorité hiérarchique	592
C. Relations entre procureur général et ministre de la Justice	592
D. Enquête préliminaire	593
PROJET D'AMÉNAGEMENT	593
PROMESSE DE VENTE – (VOIR VENTE SOUS 2)	593
PROMOTEUR IMMOBILIER	593
PROPORTIONNALITÉ	594
PROPRE – (VOIR COMMUNAUTÉ)	594
PROPRIÉTÉ (DROIT DE)	594
Abus	594
PROVOCATION	596
À usage de stupéfiants	596
PUBLICITÉ	597
1. Publicité trompeuse	597
2. Publicité comparative – régime des marques	597
 Q	
QUALIFICATION	600
Qualification légale	600
QUALITÉ	600
QUESTIONS PRÉJUDICIELLES (DROIT PÉNAL)	600
1. Principe	600
2. Exception	601
a) Exceptions préjudicielles de nature civile	601

b) <i>Exceptions préjudicielles de nature pénale</i>	602
c) <i>Exceptions préjudicielles de nature administrative</i>	602
3. Régime des exceptions préjudicielles	602
4. Exceptions préjudicielles de droit civil	602

R

RADIATION	606
RÉBELLION	606
Éléments constitutifs	606
1. Une attaque ou une résistance avec violences ou menaces.....	606
2. La rébellion requiert le dol général.....	606
3. La protection légale des agents de la force publique	607
RECEL (DROIT PÉNAL).....	607
RECEL SUCCESSORAL.....	607
RÉCEPTION DE L'OUVRAGE	608
RÉCIDIVE (DROIT PÉNAL).....	609
RÉCOMPENSE – PREUVE	609
RECOURS EN ANNULATION	609
RECOURS HIÉRARCHIQUE.....	609
Règlement grand-ducal du 8 juin 1979, article 1 ^{er}	609
RECTIFICATION – (VOIR JUGEMENT).....	609
RÉCUSATION	609
Suspicion légitime.....	609
REDDITION DE COMPTE.....	610
RÉFÉRÉ PROBATOIRE (254 C. FR.C.).....	612
1. Finalité.....	612
2. Conditions.....	612
RÉFÉRÉ PROVISION	613
RÉFÉRÉ SAUVEGARDE OU DE VOIE DE FAIT	613
1. Référé sauvegarde.....	613
2. Voie de fait.....	613

RÉGIME MATRIMONIAL	614
Au regard des conventions internationales	614
RÈGLEMENT DE JUGE	615
RÈGLEMENT SUR LES BÂTISSSES	615
RÉHABILITATION (LOI DU 6 DÉCEMBRE 1976, INSPIRÉE PAR L'ARTICLE 785 DU C.I.C. FRANÇAIS)	616
REMBOURSEMENT DE DETTES – (VOIR COMMUNAUTÉ)	616
REMPOI – (VOIR COMMUNAUTÉ)	616
RENONCIATION	617
RÉPARATION (CADRE CONTRACTUEL)	617
1. Pouvoir souverain des juges.....	617
2. Réparation en nature	617
3. Réparation par équivalent – vente immeuble à construire – vice de construction.....	618
REPRISE – (VOIR COMMUNAUTÉ)	619
RÉQUISITION SANS INSTRUCTION PRÉPARATOIRE – (VOIR PROCUREUR D'ÉTAT)	619
RES DERELICTA	619
RESCISION	619
1. Liquidation par divorce par consentement mutuel.....	619
2. Transaction	620
RÉSERVE HÉRÉDITAIRE	622
RÉSIDENCE ALTERNÉE – (VOIR DIVORCE)	622
RESPONSABILITÉ DÉLICTEUELLE OU QUASI DÉLICTEUELLE	622
1. Devoir général de prudence	622
2. Responsabilité des parents (Article 1384, alinéa 2).....	623
3. Responsabilité des dirigeants en matière civile.....	626
4. Responsabilité des dirigeants et délégation des pouvoirs (en droit pénal)	626
5. Gestion journalière.....	627
6. Délégation de pouvoir.....	628
7. Responsabilité médicale.....	629
8. Responsabilité des pouvoirs publics en matière judiciaire....	629

9. Responsabilité des pouvoirs publics – Chantier.....	631
10. Responsabilité puissance publique (unité des notions d'illégalité et de faute).....	631
11. Acceptation des risques	632
12. Pouvoir législatif – Séparation des pouvoirs.....	633
13. Responsabilité de l'État.....	633
14. Responsabilité civile.....	634
RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT POUR FONCTIONNEMENT DÉFECTUEUX DES JURIDICTIONS.....	635
RESPONSABILITÉ PUISSANCE PUBLIQUE	637
RESPONSABILITÉ DU SALARIÉ – (VOIR TRAVAIL).....	639
RESPONSABILITÉ – POURPARLERS PRÉCONTRACTUELS – (VOIR CONTRAT)..	639
RESSORTISSANT – (VOIR ÉTAT MEMBRE).....	639
RESTITUTION (DROIT PÉNAL).....	639
RÉTICENCE – (VOIR ASSURANCE)	640
RÉTROACTIVITÉ (LOI PÉNALE).....	640
RISQUES.....	640
1. Acceptation des risques	640
2. En matière sportive.....	640
 S	
SAISIE (PÉNALE) – (VOIR PROCUREUR D'ÉTAT).....	644
SAISIE-ARRÊT (SUR REVENUS).....	644
SAISIE COMMERCIALE	648
SAISIES CONSERVATOIRES	648
SAISINE DU TRIBUNAL – MISE AU RÔLE.....	649
SAISINE <i>IN REM</i> (DROIT PÉNAL)	649
SAISINE – JUGE RÉPRESSIF.....	649
SANTÉ ET RESPECT DE LA VIE PRIVÉE	650
SATIRE – (VOIR PRESSE).....	651
SECOURS ALIMENTAIRE – (VOIR DIVORCE).....	651
A. Secours pour enfants	651

B. Secours alimentaire au conjoint dans le besoin	652
C. Refus d'exécution – sanctions pénales	655
SECOURS DES ÉPOUX APRÈS DIVORCE – (VOIR DIVORCE)	656
SECOURS DES ÉPOUX PENDANT LE DIVORCE – (VOIR DIVORCE)	656
SECRET BANCAIRE – (VOIR SECRET PROFESSIONNEL, BANQUE, BANQUIER)....	656
SECRET D'AFFAIRE.....	656
SECRET MÉDICAL – (VOIR SECRET PROFESSIONNEL, MÉDECIN).....	657
1. Certificat médical – Assureur	657
2. Dérogations	657
3. Article 13 de la loi du 27 juillet 1992.....	657
SECRET PROFESSIONNEL.....	658
1. Principe général et absolu	659
2. Droit de la défense – légitimité.....	659
3. Dépositaire de secret par état et profession	659
4. L'employé et l'ouvrier	659
5. Divulgence de secret de fabrique ou d'affaires – loi du 15 juillet 1993.....	660
6. Délit	660
SÉPARATION DE BIENS ET ENRICHISSEMENT SANS CAUSE	661
SÉPARATION DES POUVOIRS	661
1. Principe.....	661
2. Obligation de séparer	661
SÉQUESTRATION.....	661
a) <i>Un acte matériel d'arrestation, de détention ou de séquestration</i>	662
b) <i>L'illégalité de l'arrestation, de la détention et de la séquestration</i>	663
c) <i>L'intention criminelle de l'agent</i>	664
d) <i>Le but des actes d'arrestation, de détention ou de séquestration</i>	664
SERMENT – FAUX SERMENT	665
SERVICE PUBLIC	666
SEXUALITÉ ET RESPECT DE LA VIE PRIVÉE	666

SILENCE	666
1. En droit civil.....	667
2. En droit pénal.....	667
3. En droit commercial.....	667
SIMULATION	667
SOCIÉTÉ (SOCIÉTÉ EUROPÉENNE – LOI DU 25 AOÛT 2006)	668
1. Personnalité juridique.....	668
2. Domicile.....	668
3. Société anonyme.....	668
4. Société européenne.....	669
5. Administrateur.....	670
6. Administrateur provisoire-nomination.....	670
7. Assemblée des obligataires.....	673
8. Le directoire.....	675
9. La gestion journalière.....	676
10. Responsabilité du directoire.....	677
11. Le conseil de surveillance.....	677
12. L'assemblée générale et ses pouvoirs.....	678
13. Dissolution.....	679
14. Bilan – Défaut de publication.....	680
15. Publication des documents de société.....	680
16. Principe de l'image fidèle.....	681
17. Vente de parts sociales – Demandes d'annulation pour dol, pour lésion et pour erreur.....	681
18. Liquidation.....	682
19. Fusion transfrontalière de sociétés de capitaux.....	682
20. Propriété de l'associé.....	683
21. Coup d'accordéon.....	683
22. Article 100 de la loi de 1915 sur les sociétés commerciales...	684
SOCIÉTÉ DE FAIT ENTRE ÉPOUX	685
SOCIÉTÉ DE GESTION DE PATRIMOINE FAMILIAL (S.P.F.) LOI DU 11 MAI 2007	686

SOINS PALLIATIFS (LOI DU 16 MARS 2009)	686
SOLIDARITÉ (DROIT PÉNAL)	689
SOURCES – (VOIR PRESSE)	689
SPAMMER	689
SPORTS	689
STUPÉFIANTS	690
1. Fouilles corporelles	690
2. Notion de présomption d'infraction	690
SUBORDINATION	691
SUBSTANCE (ERREUR)	691
SUCCESSIONS MOBILIÈRES – DONATEUR PRIVÉ	691
SUCCESSIONS – RAPPORT SUCCESSORAL	691
SUICIDE (ASSISTANCE AU) – LOI DU 16 MARS 2009	693
SURSIS DE PAIEMENT	694
SUSPENSION DE LA PRESCRIPTION (EN MATIÈRE PÉNALE)	694

T

TABAC	696
Causalité	696
TAPAGE NOCTURNE	696
Article 561-1 du Code pénal	696
TAXES COMMUNALES	697
1. Pouvoir fiscal des communes – Étendue – Articles 105 et 107, alinéa 3 de la Constitution	697
2. Compétence des juridictions administratives – Loi communale, Article 153 ; Loi du 7 novembre 1996, Article 8 (1) b)	697
3. Taxe rémunératoire – Caractéristiques	698
TÉMOIGNAGE	698
Faux témoignage – Éléments constitutifs	698
TÉMOINS	699
1. L'épouse	699
2. Convocation	700
3. Ministre si l'État est partie civile	700

TEMPÊTE (CHUTE D'UN ARBRE)	701
TENTATIVE D'ASSASSINAT	702
TERRORISME	702
Loi du 12 août 2003	702
TESTAMENT	702
1. Olographe	702
a) <i>Validité d'un testament olographe</i>	703
b) <i>Testament olographe – Production de l'original</i> <i>– Impossibilité – Cas fortuit ou force majeure –</i> <i>Constatation – Portée</i>	704
2. Authentique – Nullité	704
3. Notion d'insanité d'esprit – Cancer – État dépressif	704
4. Notaire – Appréciation sur état mental du testateur	708
5. Révocation	708
6. Perte de l'original	709
TRAFFIC ILICITE DES MIGRANTS	710
TRAITE DES ÊTRES HUMAINS	711
TRANSACTION	715
TRANSCRIPTION (DROITS RÉELS IMMOBILIERS)	716
TRAVAIL – LOI DU 24 MAI 1989 SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL	717
1. Définition du contrat de travail	717
2. <i>Intuitus personae</i>	718
3. Contrat à l'essai	719
4. Contrat à durée déterminée	719
5. Clause de non-concurrence	719
6. Clause de mobilité	719
7. Preuve	719
8. Treizième mois	720
9. Critère de fixité de la gratification	720
10. Heures supplémentaires	720
11. Subordination	720
a) <i>Critère essentiel du contrat de travail</i>	720
b) <i>La subordination juridique s'exprime dans les</i> <i>prérogatives de l'employeur</i>	721

c) <i>Diverses applications</i>	722
d) <i>Administrateur délégué : (droit du travail)</i>	722
12. Bonne foi	723
a) <i>La bonne foi : une obligation de loyauté entre les parties au contrat de travail</i>	723
b) <i>La bonne foi : une obligation de collaboration entre les parties au contrat de travail</i>	723
c) <i>Modification des conditions de travail</i>	724
13. Modification substantielle du contrat de travail en défaveur du salarié – Refus d’accepter la modification – Obligation de démissionner – Point de départ du délai de forclusion de trois mois pour agir en justice – Notification de la motivation de la modification du contrat – Nouveau délai d’un an en cas de contestation de la modification pendant le délai de trois mois	725
14. Délégué du personnel	726
a) <i>Son rôle</i>	726
15. Employeur : droits et obligations	726
a) <i>Pouvoir de direction</i>	726
b) <i>Obligation de sécurité</i>	727
c) <i>Tolérance des faits « fautifs » par le patron</i>	728
16. Harcèlement moral	728
17. Droit autonome	729
18. Responsabilité du salarié	729
19. Transaction	731
20. Le licenciement	733
a) <i>Motifs réels et sérieux</i>	733
b) <i>Référé : contestation sérieuse</i>	734
c) <i>Congé parental : suspension du droit de résilier</i>	734
d) <i>Mésentente au sein du personnel</i>	734
21. Licenciement pour faute	735
a) <i>Avertissement</i>	735
b) <i>Fait fautif</i>	735
c) <i>Faute (excuse)</i>	735
d) <i>Mise à pied : salarié en état de grossesse</i>	735
e) <i>Absentéisme</i>	737
f) <i>Le certificat médical</i>	738

22. Licenciement d'une femme enceinte – Délai de 8 jours pour justifier de son état de grossesse	739
23. Licenciement – motifs économiques	740
a) <i>Principe</i>	740
b) <i>Abus</i>	742
c) <i>Choix de la personne licenciée</i>	742
d) <i>Charge de la preuve</i>	743
e) <i>Groupe d'entreprises présentant des entités juridiques distinctes</i>	743
24. Licenciement pour cessation d'activités	744
25. Démission	744
26. Abus	744
27. Indemnisation	744
28. Licenciement avec préavis – Transaction portant uniquement sur l'indemnisation pour le licenciement intervenu – Possibilité pour le salarié de réclamer encore une indemnité pour congés non pris (oui)	745
TRIBUNAL	745
1. Connaissance judiciaire des faits – Conclusions écrites	745
2. Compétence	746
a) <i>Compétence ratione materiae</i>	746
b) <i>Compétence territoriale</i>	746
c) <i>Compétence territoriale et changement de résidence</i>	747
d) <i>Compétence ratione valoris</i>	748
3. Droit d'accès au tribunal	749
TRIBUNAL DE COMMERCE	750
TROTTOIR	751
TROUBLES DE VOISINAGE	751
1. Applications en droit de la construction	752
a) <i>Maître de l'ouvrage</i>	752
b) <i>Entrepreneur de construction</i>	752
c) <i>Perte d'ensoleillement</i>	752
TUTELLE	753
TUTEUR	753
Exclusion – Destitution – Rétractation	753

U

UBIQUITÉ (DROIT PÉNAL)	756
UNA VIA ELECTA – (VOIR ACTION CIVILE)	756
URGENCE	756
USUFRUIT	756
1. Date de conversion	757
2. Valeur de conversion	757
3. Méthode de conversion	757
4. Valorisation de l'usufruit	757
5. Taux de capitalisation	758
6. Table Ledoux	758
UTILITÉ PUBLIQUE (D') – (VOIR EXPROPRIATION)	758

V

VENTE	760
1. Droits réels immobiliers – La loi du 25 septembre 1905	760
2. Vente entre époux	760
3. Promesse de vente	760
4. Prix (Critère du « sérieux »)	761
5. Réticence dolosive	761
6. Vérification (marchandises)	761
7. Vente en état futur d'achèvement	761
8. Vente (immeuble en état futur d'achèvement)	762
a) <i>Propriété du sol</i>	762
9. Les conditions de la loi du 28 décembre 1976 – Articles 1601 et suivants du Code civil	762
10. Vente sous condition suspensive	763
11. Vente – Bien indivis	766
12. Vente par voie parée	767
13. Les pouvoirs de maître de l'ouvrage	767
14. Réparation vices de construction	767
15. Vices cachés	768
16. Voiture automobile	769

a) <i>Contrat de vente – Annulation – Erreur sur une qualité substantielle – Vice caché de la chose – Non-cumul de l'action en nullité pour erreur et la garantie des vices</i>	769
b) <i>Vente d'une voiture neuve – Vice caché – Garantie – Gravité – Résolution de la vente – Qualités recherchées par l'acquéreur – Subjectivité pouvant entrer en compte (oui)</i>	769
17. Vices cachés immeuble ancien	771
18. Vices rédhibitoires affectant les animaux domestiques	772
19. Vente vices cachés, vente voiture d'occasion	772
VENTE PUBLIQUE	773
VÉRIFICATION D'IDENTITÉ (DROIT PÉNAL)	773
1. Principe et critère essentiel	773
2. Travaux parlementaires et jurisprudence	774
3. Refus ou impossibilité de prouver l'identité	774
Rétention	774
VÉRITÉ (PRESSE)	775
La Vérité comme devoir fondamental	775
VÉTÉRINAIRE	775
VÉTUSTÉ	777
VICES CACHÉS	777
VICES DE CONSTRUCTION	777
VICTIME	778
VIE	781
1. La vie privée	781
a) <i>Définition</i>	781
b) <i>Respect de la vie privée</i>	782
c) <i>Santé</i>	783
d) <i>Sexualité</i>	784
e) <i>Nudité</i>	784
f) <i>Nom patronymique</i>	784
g) <i>L'oubli : (Droit à)</i>	785
h) <i>Domicile (révélation par la presse)</i>	786
i) <i>L'image</i>	787

j) <i>Renonciation : (droit protégeant la vie privée)</i>	787
2. La vie publique	788
a) <i>Définition</i>	788
VIOL	789
1. Absence de consentement – Violences – Menaces – Intention criminelle	791
2. Tentative de viol	792
VIOLENCES	793
1. Consentement – Tentative de viol – Légitime défense	793
2. Violences domestiques : loi du 8 septembre 2003	793
3. Article 470 du Code pénal – Extorsion	794
VOIES DE FAIT – (VOIR VIOLENCES)	795
VOISINAGE (TROUBLES DE)	795
VOITURE	795
VOITURIER	796
VOL AVEC VIOLENCE – ARMES	796
1. Maison habitée	796
2. Armes	796
3. Universalité	797
4. Article 461 du Code pénal – Vol simple	797
5. Soustraction frauduleuse – Meubles corporels	797
6. Seuls les meubles corporels sont susceptibles de vol	797
VOL DOMESTIQUE	798
Article 464 du Code pénal	798
VOL D’USAGE – VÉHICULE DE SERVICE	799
VOL ENTRE ÉPOUX	799
VOL – FAUSSES CLÉS	800
VOL – <i>RES DERELICTA</i>	800
Bibliographie	803
Table des matières	811